

# nouvelles



6 NOVEMBRE  
1998

NUMÉRO  
448



*Grève chez Flamingo*

## Les salades immangeables de la Fédérée



Campagne  
électorale

La CSN  
est là!

est l'organe officiel de la Confédération des syndicats nationaux (514-598-2131).

Publié tous les quinze jours, il est tiré à 23 000 exemplaires et distribué gratuitement dans les syndicats de la CSN à travers le Québec.

**Coordination**

Lucie Laurin  
(laurinl@total.net)

**Conception graphique**

Jean Gladu  
Sophie Marcoux

**Mise en page**

Jean Gladu  
Lucie Laurin  
Sophie Marcoux

**Numérisation photo**

Lucie Laurin  
Jean-Pierre Paré

**Rédaction**

L'équipe du Service de l'information de la CSN

**Photographes**

Alain Chagnon  
Claude Croisetière  
Michel Giroux

**Caricaturiste**

Boris

**Soutien technique**

Lyne Beaulieu

**Impression**

Les syndiqués CSN de l'imprimerie L'Éclaireur de Beauceville

**Distribution**

L'équipe du Service de distribution de la CSN, avec la collaboration de syndiqué-es en conflit

Pour modifier le nombre d'exemplaires reçus:

(514) 598-2233  
1601, av. De Lorimier,  
Montréal QC H2K 4M5

**Site Internet de la CSN:**

<http://www.csn.qc.ca>



## Ô tricherie...

Ce n'est pas d'hier que les chômeurs et les chômeuses servent de boucs émissaires pour masquer l'impuissance du fédéral à régler les problèmes. En 79, sous le gouvernement Trudeau, une directive confidentielle de la Commission d'assurance-chômage, dont la CSN avait obtenu copie, visait à exclure 34 pour cent des bénéficiaires de prestations. À l'automne 95, la CSN mettait la main sur un dossier confidentiel et dévoilait le coup de force que s'appropriait à faire le fédéral en dénaturant le régime d'assurance-chômage, en culpabilisant les chômeurs et en taisant l'utilisation des surplus d'une caisse à laquelle il ne contribue plus depuis 1990. Le gou-

vernement Chrétien a poursuivi la démolition de ce régime déjà commencée sous les conservateurs de Brian Mulroney. Après avoir détourné les fonds d'une caisse dont les surplus atteignent les 20 milliards \$, le gouvernement Chrétien détourne maintenant les statistiques: le ratio prestataires-chômeurs ne serait pas un critère adéquat pour évaluer le régime. Ainsi, il ne faudrait pas dire que 38 pour cent des chômeurs sont maintenant admissibles à l'assurance-emploi, mais plutôt que 78 pour cent des travailleuses et des travailleurs qui ont perdu leur emploi étaient admissibles...

Thérèse Jean

## La solidarité, c'est pas comme le café instantané...

Depuis le temps que je me promène d'assemblées générales en congrès et d'une manif à l'autre en criant So-So-So-Solidarité dans des micros, la vie m'a appris quelques petites choses. Comme celle-ci: la solidarité, c'est pas comme le café instantané. Il ne suffit pas de verser de l'eau chaude pour que ça se fasse tout seul! C'est comme planter une graine d'érable. Faut pas s'attendre à faire les sucres dans l'année...

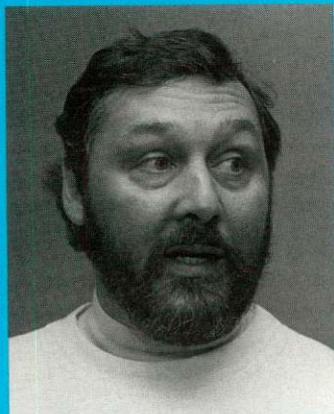
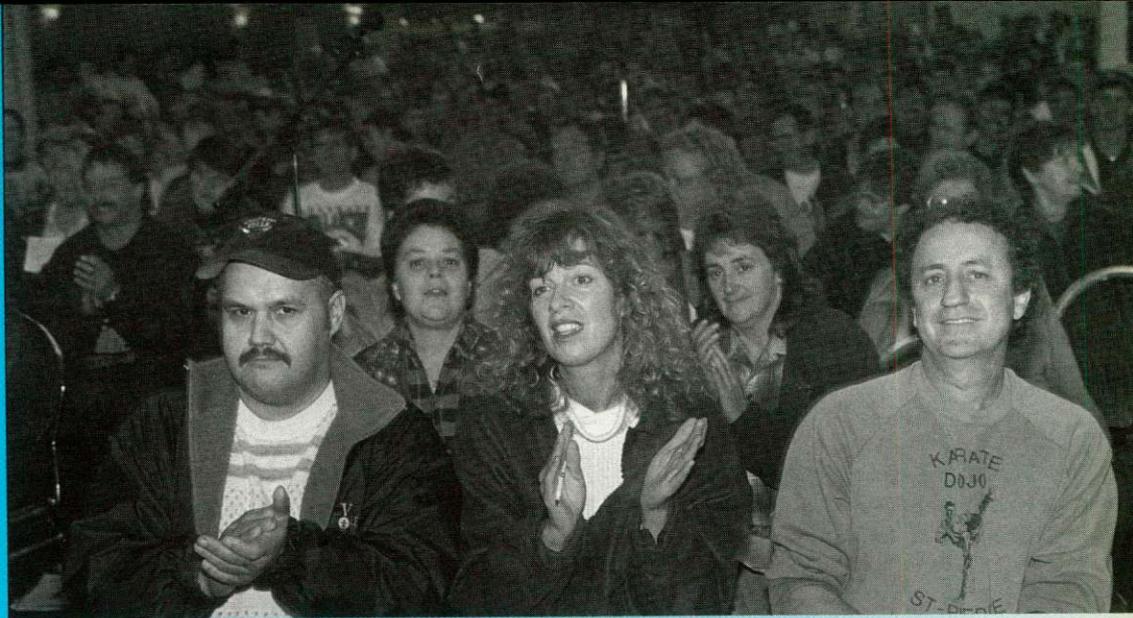
La solidarité, ça n'est jamais acquis. La solidarité, ça s'entretient. La solidarité, il faut l'apprivoiser constamment et ça se vit au jour le jour. La solidarité, ça se nourrit avec des gestes concrets.

Je vous dis un mot du 10 \$ de solidarité qu'on demande de faire parvenir aux syndicats en conflit. Combien m'ont avoué: «*Avant de vivre un conflit, on ne donnait pas suite aux demandes pour le 10 \$ de solidarité. Mais maintenant, on a compris. Après notre conflit, on va répondre.*»

Ça me fait penser à ceux qui ne vont jamais dans un salon mortuaire quand des amis ou de la parenté sont touchés. Faudrait pas qu'ils s'attendent à ce que le salon soit plein quand ça va être leur tour!

La solidarité: il faut en prendre soin.

Roger Valois



**«Nous travaillons les mains dans l'eau. Il y a de la glace. Il fait froid. Nous le gagnons, notre salaire! Nous avons donné suffisamment dans le passé! Je n'ai pas l'intention de baisser d'une cent de salaire et ça va me prendre des augmentations avant que je retourne à l'ouvrage.»**

**Réal Leroux, 41 ans, 25 ans d'ancienneté, à l'emploi d'Aliments Flamingo depuis l'âge de 16 ans.**

*Grève chez Flamingo*

# Les salades immangeables de la Fédérée

*Michel Crête*

**D**eux jours après le début de la grève, la division Olymel-Flamingo a confirmé son intention de fermer son abattoir de Joliette, qui emploie 270 syndiqué-es, «le ou vers le 31 janvier 1999». La partie patronale exige une diminution de la masse salariale de l'ordre de 2,50 \$ l'heure, ou une baisse de 17,5 pour cent. Or, au cours des cinq dernières années, les employé-es des deux abattoirs de poulet ont obtenu une augmentation de salaire totale d'à peine 4/10 de un pour cent, alors que leur pouvoir d'achat a chuté d'environ cinq pour cent. Non seulement les travailleuses et les travailleurs ne veulent-ils pas encaisser de baisse de salaire, mais ils revendiquent des augmentations raisonnables: l'indexation de leur salaire plus une hausse d'à peine un pour cent par année pour chacune des deux années de la convention collective.

## **La retraite avant d'être usé**

Souvent embauchés à la fin de l'adolescence, plusieurs des employé-es d'abattoirs cumulent aujourd'hui plus de 20 ans

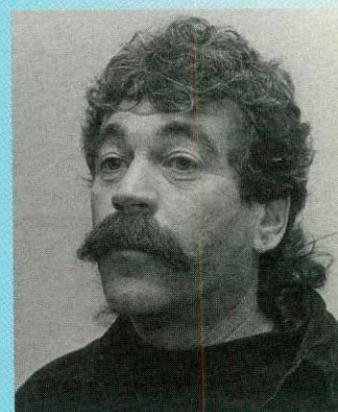
de service. Arrivés à la quarantaine, ils comptent déjà une bonne vingtaine d'années d'expérience dans un milieu de travail extrêmement pénible. Les écarts de température sont importants: on passe de températures extrêmement chaudes à des températures extrêmement froides, été comme hiver. Le travail est répétitif de 70 à 80 pour cent. On abat 8500 poulets à l'heure. On se retrouve avec des tendinites, des épicondylites, des syndromes du tunnel carpien, etc.

«La santé et la sécurité au travail demeurent une des grandes priorités des syndicats CSN. D'autres mesures peuvent également contribuer au mieux-être des employé-es. Un fonds de pension pourrait permettre à ces employé-es d'Olymel-Flamingo d'accéder à la retraite avant d'être complètement usés et de ne plus pouvoir jouir un tant soit peu de la vie!», a affirmé le vice-président de la CSN, Marc Laviolette, en conférence de presse à Joliette, le 4 novembre.

Une bataille rangée s'annonce entre la CSN et la Coopérative fédérée de Québec, la plus importante entreprise agroalimentaire québécoise. Après des années de privations, les 560 employé-es de ses usines d'abattage de poulets Olymel-Flamingo de Berthierville et de Joliette ont déclenché la grève générale, le 28 octobre, pour améliorer leurs conditions de vie.

## **Ce n'est pas une question de salaire!**

La Coopérative fédérée justifie sa demande de réduction de salaire en invoquant la ré-



**«Ça fait 21 ans que je travaille et un fonds de pension, ça nous en prend un! Je me bats aussi pour des augmentations de salaire raisonnables. Rien de plus!»**

**André Cornellier, à l'emploi d'Aliments Flamingo depuis 21 ans.**

duction des coûts de production et de la compétitivité. Pourtant, la masse salariale totale des employé-es des abattoirs du Québec ne représente que dix pour cent des coûts de production en 1998 et cette proportion est constante depuis cinq ans.

Avec un salaire de 15 \$ l'heure, les syndiqué-es des abattoirs Olymel-Flamingo sont loin d'être privilégiés. Leurs salaires ne sont pas su-



**«Ca fait une dizaine d'années que nous n'avons pas eu de vraies augmentations de salaire.**

**Les conditions de travail sont dures: maux de dos, tendinites, etc. Nous voulons améliorer notre sort.»**

**Carole Goulet,  
33 ans d'ancienneté,  
à l'emploi d'Aliments  
Flamingo depuis  
l'âge de 16 ans.**

périeurs à ceux payés dans tous les abattoirs au Canada. Les employé-es de certains concurrents d'Olymel-Flamingo reçoivent des salaires supérieurs.

Il est réducteur de considérer, comme le fait la Coopérative fédérée, que le niveau des salaires constitue le principal indicateur de la compétitivité d'une entreprise. Au contraire, la force compétitive d'une entreprise est déterminée par un ensemble de facteurs dont la technologie et l'organisation du travail, l'innovation et le développement de nouveaux produits, la capacité d'exporter, etc.

### **Bonnes années financières**

De plus, entre 1993 et 1998, la Coopérative fédérée de Québec a connu de bonnes années financières. Son chiffre d'affaires a augmenté de 20 pour cent, passant de 1,5 milliard \$ à 1,8 milliard \$. Son excédent avant ristournes et impôts a quadruplé, passant de 5,2 millions \$ en 1993 à 20,4 millions \$ en 1998. Au cours des trois dernières

années seulement, l'excédent avant ristournes et impôts a été de plus de 52 millions \$.

Ajoutons qu'il se mange de plus en plus de volaille: la consommation du poulet a augmenté de 20 pour cent au cours des dix dernières années. Et de 1993 à 1998, selon Agriculture et Agroalimentaire Canada, le prix d'achat du poulet vivant par les abattoirs a connu une hausse de 5,6 pour cent, passant de 1,16 \$ à 1,23 \$ le kilogramme. À l'autre bout de la chaîne de distribution, le prix payé par les consommateurs aux détaillants pour un poulet entier a augmenté de 3 pour cent au cours de la même période, grimpant de 3,93 \$ à 4,05 \$ le kilogramme. Mais au milieu de la chaîne, les abattoirs vendent, en 1998, le poulet entier aux grossistes au même prix qu'en 1993, soit 2,51 \$ le kilogramme.

Le problème de l'industrie avicole, une industrie en croissance et en voie de stabilité, n'en est donc pas un de salaire. *«Le problème de cette industrie concerne l'ensemble de ses composantes et il doit être solu-*

*tionné à l'endroit approprié»,* selon le vice-président de la CSN.

*«La réduction des coûts de production et l'amélioration de la performance d'Olymel-Flamingo ne se fera pas sur le dos des travailleuses et des travailleurs de ses abattoirs de Berthierville et de Joliette. C'est toute la CSN qui appuie leur lutte»,* a assuré Marc Laviolette.



**«La job est dure! Nous sommes les seuls de la Coopérative fédérée à ne pas avoir de fonds de pension. Je me bats pour avoir un fonds de pension et des augmentations de salaire méritées.»**

**Chantale Simard,  
à l'emploi d'Aliments  
Flamingo depuis 8 ans.**



**C'est dans l'enthousiasme que les employé-es syndiqués des abattoirs Olymel Flamingo de Joliette et de Berthierville ont adopté, en assemblée générale conjointe, les règlements sur la participation des membres à la grève.**

Le fédéral aura la réponse qu'il mérite

# NON, NON, NON, OUI, NON

Luc Latraverse



Conférence de presse de la Coalition sur l'assurance-emploi pour lancer la campagne de signatures d'avis de réclamation.

Afin de contrer la volonté du gouvernement fédéral de s'approprier le surplus de la caisse d'assurance-emploi pour le détourner de ses fins, la CSN a pris l'initiative de former une Coalition sur l'assurance-emploi, qui regroupe maintenant une quinzaine d'organismes syndicaux, étudiants et populaires, et qui a décidé d'un plan de riposte.

**L**e mardi 3 novembre, la coalition a lancé une vaste campagne auprès de la population afin qu'elle réclame la création d'une caisse d'assurance-emploi indépendante, administrée par les représentants des cotisants, et l'amélioration de la couverture du régime canadien d'assurance-chômage à même le surplus accumulé de 20 milliards de dollars de la caisse d'assurance-emploi. Les membres de la coalition s'insurgent, en effet, contre la volonté du gouvernement fédéral de consacrer le surplus de la caisse à des réductions d'impôts, l'amortissement de la dette nationale, l'équilibre budgétaire ou des

programmes de dépenses dans la santé.

### Un référendum populaire

Afin de stopper les malversations fédérales, la coalition propose de tenir un vaste référendum populaire réclamant que cette mesure de protection sociale mise sur pied à la suite de la crise économique des années 30 soit maintenue et améliorée pour faire face à la conjoncture économique incertaine de l'an 2000. C'est dans ce but que la coalition lance une campagne de signatures d'avis de réclamation au sein de la population et invite les Québécois et Québécoises ainsi que les Canadiens et Canadiennes

à signer leur carte de réclamation en répondant NON, NON, NON, OUI, NON au gouvernement fédéral, comme doivent le faire les chômeuses et les chômeurs pour avoir droit à leur versement bimensuel. Au cours des prochaines semaines, des centaines de milliers de cartes seront distribuées. Ces avis de réclamation, recueillis par les organisations qui composent la coalition, seront signifiés au gouvernement fédéral à un moment jugé opportun.

### Un harcèlement légitime

De plus, dans toutes les régions, des manifestations de protestation se multiplieront

pour interpellier les députés et les sénateurs libéraux et les sommer de ne pas avaliser le projet du ministre des Finances. Les candidats aux élections du 30 novembre seront également invités à se prononcer sans ambiguïté sur la création d'une caisse d'assurance-emploi indépendante et sur l'amélioration de la couverture du régime d'assurance-chômage.

Le 5 décembre, la coalition tiendra une Journée nationale de réclamation. La nature des activités de cette journée sera déterminée au cours des prochaines semaines.

AVIS DE RÉCLAMATION

## RÉCLAMATION DE 20 MILLIARDS DE DOLLARS AU GOUVERNEMENT DU CANADA ET À LA COMMISSION DE L'ASSURANCE-EMPLOI

J'exige que la totalité des cotisations perçues par l'assurance-emploi soient versées en prestations aux personnes temporairement sans emploi. J'accuse le gouvernement du Canada de vouloir procéder au détournement des fonds de la caisse de l'assurance-emploi, outrepassant les pouvoirs que lui confère l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Je m'oppose catégoriquement à ce que les fonds de la caisse et le surplus soient utilisés à d'autres fins que le soutien aux personnes sans emploi.

SIGNATURE ►

	DATE ►	J	M	A

CÔTÉ 2 - REMPLIR LE CÔTÉ 1 D'ABORD

SIGNER IMMÉDIATEMENT

CETTE RÉCLAMATION COUVRE  
LES SEMAINES DU

J	M	A	AU	J	M	A
30	06	96		31	12	98

NOMS  
DES CONTREVENANTS

<b>JEAN CHRÉTIEN</b> , PREMIER MINISTRE DU CANADA
<b>PAUL MARTIN</b> , MINISTRE DES FINANCES DU CANADA
<b>PIERRE PETTIGREW</b> , MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES DU CANADA

**Journée  
nationale  
5 décembre  
1998**

**NON NON NON**  
**OUI**  
**NON**



## Campagne électorale La CSN est là!

Robert Boucher, Roger Deslauriers,  
Maroussia Kishka, Lucie Laurin

«Nous serons présents tout au long de la campagne électorale pour faire en sorte que les véritables enjeux soient débattus et que les candidats et les partis se compromettent.» C'est ce qu'a indiqué le président de la CSN au lendemain du déclenchement des élections générales, lors d'une conférence de presse où il était accompagné des élus des fédérations des secteurs privé et public.

Cette mobilisation s'inscrit d'ailleurs dans la foulée des États généraux qu'a tenus la centrale syndicale sur le thème de *La richesse, ça se partage!*, en mars dernier. Ce thème — les péquistes et les libéraux l'ont compris — exprime les aspirations de la plupart des Québécois et des Québécoises. Les partisans l'ont donc inséré dans leur publicité électorale, laissant ainsi entendre que leur programme propose une meilleure répartition de la richesse. Le Parti québécois propose d'élire un bon gouvernement, le Parti libéral de voter pour le changement. Pourtant, de dire Gerald Larose, «nous nous retrouvons plus orphelins que jamais. On sort de quatre années de politiques néolibérales et de compressions. Et l'opposition libérale, faisant un choix que je m'explique mal, est allée vers l'extrême droite».

Même si la CSN ne prend pas position en faveur d'un parti politique durant une campagne électorale, elle sera particulièrement active pour question-

ner les candidats et les partis. «On ne veut pas de la broue. Nous leur demanderons de vrais engagements sur ce qui préoccupe les syndiqué-es et la population en général», précise Gerald Larose.

Le 9 novembre prochain, le conseil confédéral fera un bilan du gouvernement sortant et adoptera un plan d'action. Mais déjà, des syndicats et des régions se mobilisent et passent à l'action. Car, comme l'a souligné le président de la CSN, «il importe que les partis montrent leur couleur. Les candidats seront donc interpellés pour qu'ils précisent ce qu'ils entendent faire pour l'emploi, contre la sous-traitance, améliorer le droit à la syndicalisation, réinvestir dans les services publics, assurer l'équité salariale et la politique familiale».

Déjà, les enchères entre les partis ont démarré. Mais derrière les promesses, quelles sont les vraies intentions? Cette campagne électorale ne durera qu'à peine 33 jours: une bien courte période pour débattre des priorités du prochain gouvernement.

## Chicoutimi La colère des ambulanciers

Exaspérés par la dégradation des soins ambulanciers et de leurs conditions de travail dans leur région, des techniciens ambulanciers du RETAS (Saguenay-Lac-Saint-Jean, Chibougamau et Chapais) ont intercepté, le 2 novembre, le ministre Rochon venu rencontrer discrètement les dirigeants de la régie régionale. Le ministre, campagne électorale oblige, n'a pas pu refuser de les entendre. D'autant plus que le mécontentement croît rapidement dans la région depuis qu'une dame est décédée après avoir attendu l'ambulance onze minutes. «Le ministre Rochon a répondu qu'il n'avait pas d'argent», déclare Claude Turcotte, président du syndicat. Mais notre action a servi à réveiller le monde. Et nous allons continuer.»

## Thetford Mines Des questions pour le PM

Un comité du syndicat des professeurs du cégep de la région de l'amiante a profité de la visite du premier ministre Bouchard pour indiquer les préoccupations des enseignants sur la qualité de la formation, l'accessibilité des jeunes aux études collégiales et le refinancement nécessaire du réseau des cégeps. Pour ce faire, les militants du syndicat ont distribué un feuillet d'information à tous les participants, aux représentants des médias et au premier ministre lui-même.

Ce dernier, lors de son intervention, a confirmé ses engagements de geler les frais de scolarité pour les quatre prochaines années et de réduire de 15 pour cent le remboursement des prêts pour les étudiants qui termineront leurs études collégiales dans les temps normalement prévus dans leur discipline.

À quelque 100 kilomètres de là, le chef libéral dévoilait ses politiques en matière d'éducation. Monsieur Charest prévoit, entre autres, un dégel des frais de scolarité et la remise en question de certains programmes.

## Cœur du Québec La tournée des mauvais employeurs

**L**e président de la CSN, Gérald Larose, participant à une tournée de syndiqués de la CSN dénonçant l'anti-syndicalisme éhonté de trois entreprises de la région de Drummondville, a demandé aux candidats des partis en lice de s'engager à mettre un terme aux tactiques déloyales d'employeurs qui veulent à tout prix contrer la syndicalisation de leurs salariés-es. «*Ce n'est pas normal qu'une société démocratique tolère encore des employeurs qui harcèlent, menacent et même congédient des employé-es, tout simplement parce qu'ils se syndiquent. Ces entreprises bafouent les lois du travail et un droit fondamental inscrit dans nos char-*



tes, le droit d'association», a-t-il affirmé.

Les manifestants ont rendu visite au Concessionnaire Serge Leroux de Toyota,

à OPD, une entreprise de fabrication d'outillage de précision, et à Chabot Innovation.

## Drummondville Sauvons Celanese!

**D**ans le but d'assurer la sauvegarde de quelque quatre cents emplois de l'usine Celanese à Drummondville, le Syndicat des cols bleus de Celanese, affilié à la Fédération du commerce de la CSN, a annoncé qu'il profitera de la campagne électorale pour demander aux candidats des différents partis de prendre des engagements à cet égard.

Le syndicat, qui avait accepté d'entre-

prendre avec l'employeur une démarche de réorganisation du travail, se dit excédé par le comportement de ce dernier et par son manque de transparence. Son brusque changement d'attitude laisse même présager, selon lui, une intention de fermer progressivement l'usine.

Pour la population, cette entreprise fait pourtant partie du patrimoine. Des milliers de personnes qui habitent la région y

ont travaillé et la disparition de l'usine, qui était la raison d'être et fut jadis le moteur économique de Drummondville, serait pour elles inacceptable. «*Il faut conserver ces emplois ici, dans la région, affirme Jacques Boucher, président du syndicat, et nous demanderons aux différents candidats de s'engager à le faire!*», conclut-il.



François Juneau

## Montréal La FEESP réagit

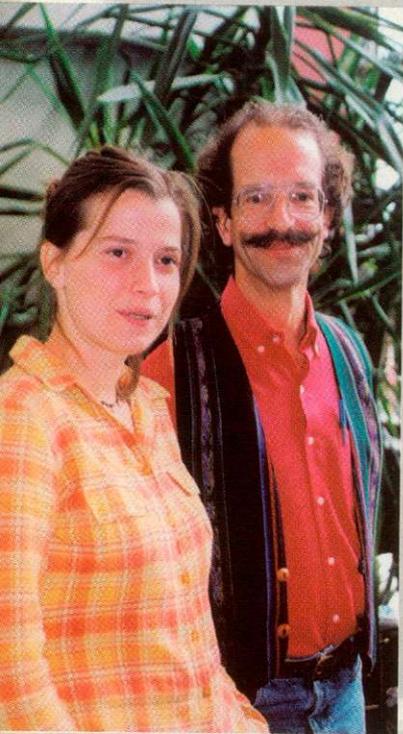
«**E**n proposant d'accorder le droit de lock-out aux municipalités, le cheflibéral va nécessairement se mettre à dos les syndiqués du monde municipal et une bonne partie de l'électorat», a déclaré, par voie de communiqué, le secrétaire général de la Fédération des employées et employés de services publics (FEESP-CSN), François Juneau. Jean Charest semble ignorer en effet, a-t-il poursuivi, que la Loi sur les ser-

vices essentiels dont s'est doté le Québec, il y a près de vingt ans, a changé les règles du jeu lors des conflits de travail. Cette loi avait pour but de civiliser les relations de travail dans les services publics pour éviter de pénaliser la population. La FEESP-CSN considère que le chef libéral cherche surtout à promouvoir les vertus du secteur privé au détriment des services publics.

Anti-colloque sur le développement local

# La résistance des quartiers

Henri Goulet



Élisa Brisset et Gilbert Dif insistent pour dire que les stages représentaient un volet très important dans l'ensemble de la démarche des rencontres mondiales.



Bérengère Cornet, représentante du CCFD à Paris. Son groupe a favorisé la venue à Sherbrooke de 12 personnes provenant surtout d'Afrique, mais aussi de Palestine.

Hasard de l'histoire. La ville de Sherbrooke était prédestinée à être l'hôte de ce rassemblement mondial sur le développement local. Premiers véritables acteurs du développement local dans la région, les Abénaquis avaient donné le beau nom de «La grande fourche» à ce site exceptionnel au confluent des rivières Saint-François et Magog, lieu par excellence du commerce international et des échanges entre les peuples.

**R**enouant avec cette tradition séculaire, les 22, 23 et 24 octobre, Sherbrooke accueillait plus de 800 acteurs provenant de 40 pays différents. Objectif: faire connaître toute la richesse des pratiques en développement local.

Organisées conjointement par l'Institut de formation en développement économique communautaire (IFDÉC) de Montréal et par l'Union nationale des acteurs et des structures du développement local (UNADEL) de France, ces rencontres mondiales à Sherbrooke marquaient une étape importante. Regroupant exclusivement des praticiens du développement local, la rencontre prenait l'allure d'un «anti-colloque». Comme le souligne Jeanne Doré, présidente de l'IFDÉC: «*Les gens ne sont pas venus pour théoriser sur le concept de développement. La priorité est accordée au partage des expériences, à l'établissement de contacts permanents en vue de favoriser les maillages internationaux.*»

## À contre-courant

Selon Michel Dinot de l'UNADEL, le développement local peut maintenant offrir une résistance au rouleau compresseur de la mondialisation et à son incarnation diabolique qu'est devenue l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI). «*Développement local ne signifie plus développement "bocal",* précise-t-il. *Les acteurs sur le terrain sont devenus auteurs en train d'écrire leur propre devenir.*»

Le rassemblement de Sher-

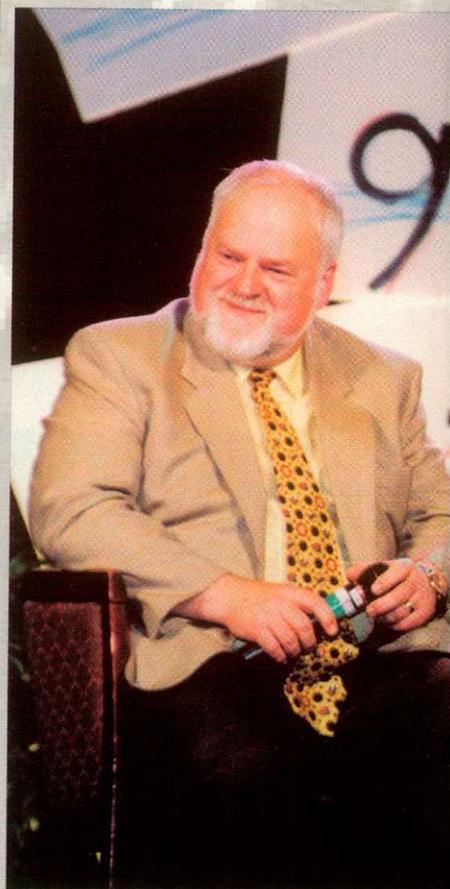
brooke se voulait singulier. Il l'a été. Autant par le dynamisme des présentations — assurées par la troupe de théâtre «La mise au jeu» — que par le contenu du programme. Auteure de *La remontée des défis\**, document relatant plus de 245 actions en développement local, Martine D'Amours précise la particularité de l'événement: «*Contrairement aux autres colloques où les gens passent deux jours à se dire ce qu'ils font et deux heures à se dire ce qu'ils pourraient faire, on a voulu renverser la vapeur. Dans le document, on fournit une information déjà colligée sur l'état des pratiques et des enjeux.*» Le point de convergence entre toutes ces expériences? Elles vont toutes, selon elle, à contrecourant de la vague néolibérale, du tout au marché et rien à l'État.

## Des stages au Québec

Autre dimension importante des rencontres mondiales: les stages organisés au Québec. Les quelque 250 actrices et acteurs étrangers ont séjourné cinq jours au sein de 60 groupes québécois dans 10 régions différentes. Pour Gilbert Dif, formateur en organisation communautaire dans le Lubéron, le stage à la CDEC Centre-Nord de Montréal lui a permis une meilleure compréhension du développement communautaire au Québec: «*On constate, dit-il, une grande honnêteté. Les acteurs du Québec n'hésitent pas à parler de leurs problèmes et difficultés.*» Élisa Brisset, animatrice d'un pôle d'économie solidaire à Dijon et

stagiaire dans la région de Sorrel, retient surtout, en plus de l'accueil chaleureux, les efforts de concertation déployés par les intervenants: «*Le partenariat occupe une place importante au Québec. Cet aspect nous questionne.*»

Pour Bérengère Cornet, porte-parole du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) de Paris, le rassemblement de Sherbrooke a surtout été l'occasion pour son groupe de favoriser la participation de personnes qui, autrement, n'auraient pas été en mesure de se payer ce dé-



\* Consultez le site web: <http://www.ifdec.qc.ca> ou (514) 281-2981

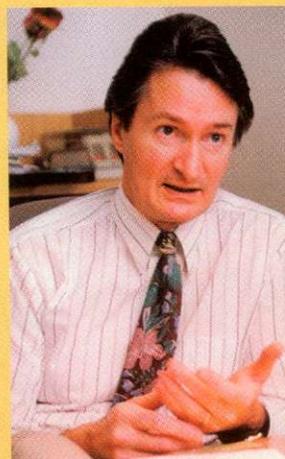
placement, telle Majda Sagga, de Palestine. Œuvrant au cœur de la bande de Gaza, un tout petit territoire de 45 km par 11 km abritant 2 millions d'habitants, elle souligne l'importance des ONG dans un pays comme le sien. Son stage à Québec suscite des questions majeures: «*C'est un peu étrange ici. Il y a beaucoup de coopération entre les groupes et les gouvernements. Les gouvernements vont même jusqu'à susciter des groupes. Pour nous, c'est impensable.*» Elle se dit étonnée par la réalité québécoise où la liberté est un fait acquis mais où les contrôles bureaucratiques

sont omniprésents.

L'utopie — devenue réalité — de ce grand rassemblement se prolonge dans le texte de la déclaration finale. Une des propositions adoptées recommande la création d'un organisme international du développement local pour le 31 décembre 2000. Les paroles de Pierre Nardin, initiateur des rencontres mondiales de 1998 mais décédé le 1<sup>er</sup> juillet dernier, ne pourraient mieux s'appliquer: «*Femmes et hommes des pays et des quartiers, il y a du pain sur la planche.*»

## Une symbiose sociale et économique s'impose

Deux têtes valent mieux qu'une. Ce dicton, Janvier Cliche l'incarne au quotidien. Sur la rue Wellington, on le salue



Janvier Cliche, président du Conseil central de l'Estrie et du Conseil régional de développement: «*Sherbrooke est un couronnement. Les sceptiques sont confondus. Il y a dix ans, personne ne croyait à la possibilité d'un tel événement.*»

autant à titre de président du conseil central ou de président du Conseil régional de développement (CRD) que comme simple citoyen enraciné dans son milieu et intéressé par tout ce qui bouge. En pleine préparation du congrès du conseil central à venir, on s'étonne de l'entendre passer du projet Magnola, à Asbestos, au rôle de la Banque mondiale, à la psychose d'une monnaie forte au détriment de la qualité de vie des citoyens.

«*Oui, les rencontres mondiales sont un atout pour la ville de Sherbrooke, souligne-t-il. Elles deviennent un peu le focus du développement local sur le plan international. C'est une sorte de victoire pour tous les acteurs de la région qui y travaillent depuis*

*tellement longtemps.*» En fait, comme il le précise, c'est surtout une belle reconnaissance de l'approche implantée dans la région où le social, le culturel et l'économique s'intègrent à la notion même de développement. Pour ce militant syndical, l'événement représente une merveilleuse occasion de plonger au cœur de la réflexion sur l'avenir du développement local. Avec Sherbrooke, le développement local acquiert ses lettres de noblesse.



Michel Dinet, de l'UNADEL, et Jeanne Doré, de l'IFDEC, les deux responsables des rencontres mondiales, lors de la session d'ouverture à l'Hôtel Delta de Sherbrooke.

### Des participants de partout

Québec	400	Afrique	22
Canada	55	Amérique latine	54
États-Unis	4	Asie	5
Europe	250		

Québec-Chaudière-Appalaches

# Une mobilisation collective

Michel Crête

«Ce congrès nous permet de renforcer notre action syndicale dans les lieux de travail et en région», résume la présidente du Conseil central de Québec-Chaudière-Appalaches, Denise Boucher.

Réunis autour du thème «Une mobilisation collective pour le 3<sup>e</sup> millénaire», les 300 délégué-es de 321 syndicats comptant 35 000 employé-es ont participé au congrès du conseil central, à Québec, du 26 au 30 octobre.

Les congressistes ont analysé l'impact de la mondialisation et des politiques néolibérales sur les conditions de travail, mais aussi sur la vie en société.

Le Canada et le Québec compressent leurs dépenses. La réforme de l'assurance-em-

ploi par Ottawa prive de prestations plus de 60 pour cent des travailleuses et des travailleurs, souvent des femmes et des jeunes. Québec est obsédé par le déficit zéro. Les employé-es de l'éducation et de la santé, ainsi que la population, en subissent les conséquences.

Aux prises avec une structure manufacturière anorexique et largement tributaire de la fonction publique, la région de Québec compte son lot de sans-emploi: plus de 20 pour cent de la population active!



Le comité exécutif du Conseil central de Québec-Chaudière-Appalaches: au premier plan, le secrétaire général Yves Fortin et le trésorier Yves Robitaille; deuxième rangée, la vice-présidente Émilía Castro, la présidente Denise Boucher et la vice-présidente Ann Gingras.

## Développement, services publics et emploi

Les délégué-es ont donc été invités à profiter de la campagne électorale pour dénoncer les coupes budgétaires dans les services publics et leurs effets désastreux pour le monde ordinaire.

Le conseil central coordonnera de façon plus efficace le travail des militant-es qui inter-

viennent dans les centres locaux de développement, les conseils régionaux des partenaires d'Emploi Québec et les régies régionales de la santé. Deux militant-es s'acquitteront de cette tâche visant à créer des emplois durables et de qualité. Le congrès s'est aussi prononcé en faveur de la *pauvreté zéro*.

Lanaudière

# Le conseil central: ton coffre d'outils

Robert Boucher

L'implication dans la vie régionale et dans les organismes de développement régional, l'éducation, la vie démocratique du conseil central et le retour aux valeurs de base du syndicalisme sont quelques-uns des éléments discutés au cours du congrès du Conseil central de Lanaudière, qui s'est tenu du 27 au 30 octobre à Terrebonne.

Dans le dossier de l'éducation, le rapport de l'exécutif soulignait qu'il faut forcer le gouvernement à considérer la jeunesse comme étant la ressource par excellence sur laquelle il faut tabler. Présent à l'ouverture du congrès, le président de la CSN a lui aussi rappelé, au cours d'un point de

presse, la place importante qu'occupe notre centrale en éducation, entre autres dans la représentation des employés du soutien scolaire, et invité les

travailleuses et les travailleurs de ce secteur à voter pour la CSN lors des scrutins qui se tiendront dans plusieurs commissions scolaires au Québec.



L'exécutif terminait son rapport en souhaitant «...resserrer les liens entre le conseil central et ses syndicats affiliés, multiplier les lieux d'échange, intensifier la formation et provoquer des débats pour proposer davantage d'avenues concrètes aux syndicats».

La centaine de délégués qui participaient au congrès ont aussi élu leur nouvel exécutif: Diane Roy, secrétaire, Danielle Landreville, trésorière, Alain Longpré, vice-président, Carmen Couture, vice-présidente, Daniel Tessier, président, Sylvie Poitras, vice-présidente à la condition féminine, et Marc Corriveau, vice-président.

# Pour que les cégeps tiennent leur promesse d'avenir

Roger Deslauriers



Plusieurs syndicats d'enseignantes et d'enseignants de cégep doivent, depuis des mois, se battre pour forcer leurs administrations à respecter l'esprit de leur convention collective. Ces dernières cherchent à faire des économies sur le dos des précaires et des étudiants. Dans ce contexte, la FNEEQ-CSN, qui représente la grande majorité des profs de cégep, va vouloir peser de tout son poids pour remettre la qualité de la formation à l'ordre du jour. La négociation en sera l'occasion.

**L**es différentes réformes, les décrets qui ont imposé les conventions collectives et la façon dont les cégeps ont été frappés par les compressions ont modifié substantiellement le fonctionnement de nos collèges publics et la place qu'y occupent les enseignantes et les enseignants.

Dans le réseau collégial, plus de 40 pour cent de ceux

qui y enseignent vivent la précarité et cela, sans compter les profs du secteur de l'éducation aux adultes. Comme l'affirme le Conseil supérieur de l'éducation, cette situation affecte la stabilité souhaitable du groupe enseignant. Il faut savoir que certains d'entre eux sont en attente de permanence depuis près de 20 ans. Afin d'endiguer ce phénomène, la FNEEQ a ins-

crit dans ses demandes un meilleur accès à la permanence pour ces profs et l'intégration de l'éducation des adultes à l'enseignement régulier.

Depuis le printemps dernier, plusieurs directions de collège ont adopté une politique d'engagement de chargés de cours au détriment de profs à temps partiel ou à temps complet, réduisant ainsi l'encadrement pédagogique des élèves. De plus, dans nombre de cégeps, la suppléance des profs absents pour de courtes périodes n'est plus assurée. Les étudiants et leurs associations dénoncent vigoureusement ces situations. Les solutions

syndicales veulent accentuer l'obligation d'engager des enseignantes et des enseignants à temps complet et à temps partiel et introduire un droit de veto syndical sur l'embauche de chargés de cours payés à la leçon. La fédération exige aussi que toute suppléance soit rémunérée.

Le réseau d'éducation collégial a été mis à mal. Un réinvestissement dans la formation est, selon tous les intervenants, devenu urgent. En plus de réparer les pots cassés, il faudra injecter de nouvelles ressources pour répondre aux exigences accrues de réussite.

## Sherbrooke

# Victoire avec un grand V

**A**près deux mois de lutte contre leur administration locale, les membres du Syndicat du personnel enseignant du cégep de Sherbrooke ont approuvé à l'unanimité une entente intervenue entre le syndicat et la direction du collège. Cette entente stipule que le collège cesse sa pratique d'embauche de chargé-es de cours et modifie rétroactivement le statut des ensei-



Le 23 septembre dernier, une manifestation d'appui aux enseignantes et enseignants du cégep de Sherbrooke avait rassemblé plus de 350 personnes provenant de 25 cégeps affiliés à la FNEEQ et de syndicats de la région. Des représentants de l'association étudiante y avaient aussi fait connaître le soutien de leur organisation.

gnantes et des enseignants visés par cette pratique.

À l'avenir, le collège n'embauchera des chargé-es de cours qu'en cas de recrutement difficile ou pour des remplacements de quatre semaines ou moins.

Pour Martin Riou, président

du syndicat, c'est une victoire sur toute la ligne. «Notre bataille, les actions locales que nous avons menées, l'implication des profs du collège, l'appui des syndicats de la FNEEQ et le soutien de la CSN sont les facteurs qui expliquent ce qu'on est en droit d'appeler une victoire

importante. Dans le contexte actuel, forcer l'administration du cégep à utiliser les 171 000 \$ dollars de son surplus n'était pas une mince affaire. J'estime que c'est un gain qui va servir toute la fédération», a affirmé le porte-parole du SPECS. **R.D.**

## LEUCAN

### La générosité était au rendez-vous

Pour une deuxième année consécutive, la CSN, dont le deuxième vice-président, Roger Valois, parraine l'activité, s'est associée à LEUCAN et a participé à la vente de chandails destinée au financement du Camp Vol d'Été édition 1998 pour les enfants atteints de cancer ou de leucémie. La générosité a été une fois de plus au rendez-vous: la vente de chandails a rapporté 94 000 \$. Le camp d'été, qui s'est tenu dans les deux premières semaines du mois d'août à Saint-Hippolyte, a accueilli plus de 400 enfants, parents ou amis et nécessité l'appui de quel-



que 70 bénévoles par semaine. Attendu d'année en année, ce camp est une oasis. Comme en témoigne cette photo où des adolescents transportent des jeunes qui ont plus de mal que d'autres à se déplacer, le camp d'été, c'est des moments magiques où on se ressource, où l'on s'appuie les uns les

autres et où le bonheur et la joie de vivre sont arrachés au cancer, à la maladie et à la mort. Car, en dépit des victoires remarquables enregistrées ces dix dernières années dans la lutte au cancer, le taux de guérison, toutes formes de cancer confondues, se situe à 65 pour cent.

T.J.

## Les Mérites du français 1999 On s'inscrit!

Les Mérites du français sont remis chaque année à des groupes en reconnaissance de leurs réalisations en faveur du français dans leur milieu de travail.

Plusieurs syndicats de la CSN ont déjà reçu des Mérites au cours des années. En 1997, c'était au tour de la Fédération du commerce de la CSN d'être honorée pour le travail accompli en francisation depuis plusieurs années dans le secteur de l'hôtellerie. Le comité de francisation des entreprises A. Lassonde a également reçu un Mérite pour les efforts déployés dans l'utilisation de la terminologie française dans un milieu de

technologies avancées.

Pour 1999, on peut se procurer le formulaire d'inscription aux Mérites à deux endroits:

- Le Service de l'information de la CSN: téléphone (514) 598-2155; télécopieur (514) 598-2089.
- L'Office de la langue française: téléphone (514) 873-6565; télécopieur (514) 873-3488.

Les candidatures doivent être acheminées à l'OLF avant le 13 janvier. Les noms des lauréats seront dévoilés à l'occasion de la Semaine du français, qui aura lieu du 15 au 20 mars 1999.

R.B.

## Le FRAPRU

### Toujours au front!

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) a vingt ans. Le 22 octobre 1978, 200 participants au Colloque populaire sur la rénovation urbaine avaient fondé cette organisation nationale. À coups d'interventions conventionnelles ou spectaculaires, le FRAPRU a revendiqué le développement du logement social: HLM, coopératives d'habitations et logements sans but lucratif. Il a marqué des points: «Le Québec est la seule province, avec la Colombie-Britannique, où de nouveaux logements sociaux continuent de voir le jour, même si c'est en nombre ridiculement insuffisant.» Le FRAPRU, qui vient de publier un dossier noir, *Logement et pauvreté au Québec*, se manifestera au cours de la campagne électorale québécoise. Bonne fête!  
FRAPRU: (514) 522-1010

M.C.

## Centraide vous attend!

Plus de 250 organismes du Grand Montréal attendent une contribution de Centraide pour financer minimalement les multiples besoins auxquels ils doivent répondre quotidiennement. Plus de 200 000 donateurs contribuent annuellement à Centraide et 60 000 bénévoles assurent le succès de la campagne.

La CSN s'implique depuis plusieurs années pour assurer le succès de cette levée

de fonds, dont l'objectif a été fixé cette année à 32,2 millions de dollars,



soit 2,2 millions de plus que l'année dernière.

Le trésorier de la

CSN, Michel Lessard, est membre du comité organisateur et, à ce titre, a lancé un appel aux membres de la CSN et aux organismes affiliés. «Centraide assure une répartition équitable des dons dans la région de Montréal et de ce point de vue, il est important d'y contribuer; ce qui ne nous interdit pas de soutenir d'autres organisations humanitaires», a-t-il confié à *Nouvelles CSN*.

L.L.

Tout sur les négos  
du secteur public:  
<http://www.csn.qc.ca/SPNegos98/SP98FrSet.html>

## Des syndicats en conflit vous envoient *Nouvelles CSN*

Les membres en lock-out du Syndicat de la Maison-mère des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie (FSSS-CSN) ont participé à l'envoi de ce numéro de *Nouvelles CSN*.

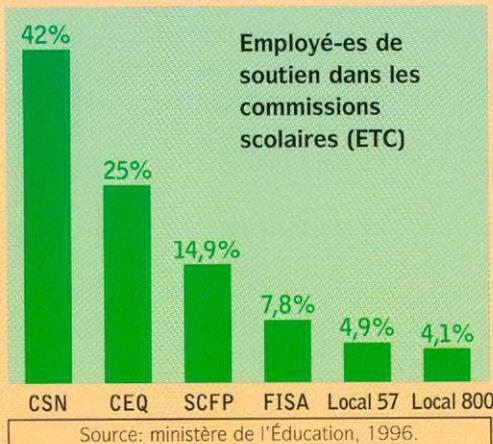
## Votes d'allégeance dans les nouvelles commissions scolaires La CSN remporte les deux premiers votes

Les 992 employé-es de soutien de la Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais et les 342 membres de la Commission scolaire des Monts-et-Marées ont choisi d'être représentés par la CSN. Les deux votes d'allégeance syndicale se sont déroulés, entre la CSN et la CEQ, respectivement le mercredi 28 octobre et le jeudi 29 octobre. Ces votes se sont tenus dans le cadre de la restructura-

tion des commissions scolaires. Avec l'adhésion de ces nouveaux membres, la CSN représente 9230 membres dans les

Dans les autres syndicats déjà accrédités, il n'y a pas eu de vote soit parce que la CSN était la seule organisation syndicale à représenter des membres sur le nouveau territoire de la commission scolaire (13 syndicats), soit parce que les autres organisations syndicales se sont désistées (7 syndicats). La période de changement d'allégeance syndicale se poursuivra jusqu'au 31 janvier 1999.

J.R.



nouvelles commissions scolaires répartis dans 22 syndicats.

### Les syndicats CSN

Les vingt-deux nouveaux syndicats CSN proviennent des commissions scolaires suivantes:

- Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais	992 membres
- Commission scolaire des Monts-et-Marées	342 membres
- Commission scolaire des Chênes	644 membres
- Commission scolaire Harricana	272 membres
- Commission scolaire du Lac Abitibi	289 membres
- Commission scolaire de l'Estuaire	499 membres
- Commission scolaire des Hautes-Rivières	907 membres
- Commission scolaire Pierre-Neveu	478 membres
- Commission scolaire des Îles	33 membres
- Commission scolaire de la Moyenne Côte-Nord	124 membres
- Commission scolaire des Laurentides	589 membres
- Commission scolaire de Charlevoix	259 membres
- Commission scolaire des Découvreurs	878 membres
- Commission scolaire de l'Amiante	323 membres
- Commission scolaire du Lac-Saint-Jean	363 membres
- Commission scolaire de Sorel-Tracy	384 membres
- Commission scolaire des Bois-Francis	575 membres
- Commission scolaire des Samarres	1037 membres
- Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke	242 membres

## Radio-Nord Les appuis prennent de l'ampleur

Plus de 50 pour cent des artisans de la radio et de la télévision de l'Abitibi-Témiscamingue, en grève depuis le 15 septembre, sont venus manifester, à Montréal, au pied de l'édifice de la place Ville-Marie qui abrite les bureaux de leur patron, le Groupe Radio-Nord. Avec l'appui de la CSN et de la FNC, ils demandent un geste concret de leur employeur pour débloquer les négociations.

La population et même les candidats dans cette campagne électorale appuient les grévistes. Le peu de temps d'antenne qu'alloue ce quasi-monopole de la radio et de la télévision à l'information régionale suscite un vif mécontentement. Au cours des dix dernières années, Radio-Nord a aboli 37 postes, dont sept cet été. Le syndicat ne compte plus que 85 membres pour faire fonctionner six stations de radio et trois stations de télévision. Radio-Nord, qui a vu le jour en Abitibi il y a cinquante ans, diffuse surtout la programmation des grands réseaux.

Le jour même de leur manifestation, le 2 novembre, les syndiqué-es ont appris que le Service fédéral de médiation et de conciliation venait de refuser la demande de Radio-Nord d'imposer un règlement aux parties.

M.K.



### Colombie

## Répression sanglante contre les syndicats

Jorge Ortega, vice-président de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) de Colombie, a été assassiné à Bogota par un inconnu, le 20 octobre, alors qu'il regagnait son domicile. Il faisait partie du Comité national de grève des travailleurs de l'État, au sein duquel il jouait un rôle très actif. Le meurtre est clairement relié à la grève qui, au

moment du crime, entraînait dans sa deuxième semaine. Tous les membres du comité avaient reçu des menaces de mort lors du déclenchement du conflit.

L'assassinat de l'un des principaux dirigeants de la plus grande centrale syndicale du pays illustre de façon tragique la violence institutionnelle contre les syndicats en Colombie. Le mouve-

ment ouvrier en général et certains syndicats en particulier ont été publiquement déclarés cibles militaires par des groupes paramilitaires, dont *Mueren los sindicatos* (Mort aux syndicats). Plusieurs des 156 syndicalistes tués en 1997 ont été assassinés durant ou peu après qu'ils eurent dirigé une négociation salariale, une grève ou se furent publiquement

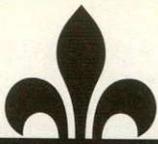
plaintes de harcèlement de la part des forces de sécurité.

Pour plus d'information: Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine, (514) 387-2541.

L.L.

Faites lire

nouvelles  
CSN



## LE FRANÇAIS AU TRAVAIL ÇA S'IMPOSE

### 1. Utiliser le terme approprié.

Comme les plus démunis de la société, plus de 60 pour cent des sans-emploi sont mis au \_\_\_\_ de la société depuis qu'ils ne peuvent plus recevoir de prestations d'assurance-chômage. Au \_\_\_\_ des accusés se retrouve Paul Martin, ministre des Finances, qui pige sans vergogne dans la caisse des travailleuses et des travailleurs.

a) banc; b) ban

**Réponse:** b); a).

Proverbe québécois: On est mieux assis sur un banc de sable (ou sur un banc de caissière, dans les rares endroits où elles en ont!) que sur un banc de neige.

### 2. Choisir le mot juste.

\_\_\_\_ à prendre ma retraite, cela est hors de question, disait M. Chevette. \_\_\_\_ à moi, ajoutait M. Rochon, je veux demeurer à mon poste! Et les «snowbirds» de s'exclamer: \_\_\_\_ à partir, aussi bien partir vers le Sud. \_\_\_\_ aux élections, on verra bien qui les remportera.

a) Quant à. b) Tant qu'à.

**Réponse:** a); a); b); a). *Quant à* a le sens de *pour ce qui est de*, tandis que *tant qu'à* a le sens de *s'il faut*.

Quant à nous, nous sommes d'avis que tous deux auraient pu prendre leur retraite tant qu'ils veulent, personne ne les aurait pleurés.

### 3. Est-ce qu'on passe ou on place une commande? Est-ce qu'on sert ou on donne un avertissement?

**Réponse:** on *pass*e une commande. Dans ce contexte, placer est un calque de l'anglais à éviter. On dit aussi qu'on *pass*e un contrat, qu'on *pass*e un accord.

On *donne* un avertissement. Servir un avertissement est aussi un calque de l'anglais. Donc, on *donne* un avertissement, comme les centrales syndicales l'ont fait à Jean Charest à l'annonce de ses engagements de privatisation dans le secteur public.

### 4. Inventeurs de mots, inventeurs de choses.

Dans cette liste de dix mots, cinq portent un nom de personne ou de personnage dont ils tirent leur origine. Les reconnaissez-vous?

Aviron - barème - calepin - corbeille - dynamite - gilet - macadam - macaron - mécène - silhouette.

**Réponse:** barème (M. Barrème), calepin (M. Calepino, lexicographe), macadam (M. McAdam), mécène (Mæcenas, ministre d'Auguste), silhouette (M. Silhouette, ministre des Finances français).

Robert Boucher

# B i e N v E n u e

## Plastiques Simport

Déterminés à améliorer leurs conditions de travail et leur vie syndicale, près de 50 employé-es de Plastiques Simport, en Montérégie, ont fait appel à la CSN au début du mois de novembre. Ils fabriquent des contenants de plastique utilisés dans les laboratoires médicaux et par les compagnies pharmaceutiques. Ils ont délaissé la section locale 973 de la FTQ.

## M.R.C

### Vallée-de-la-Gatineau

Ils offrent différents services administratifs, financiers, professionnels et d'urbanisme à une vingtaine de municipalités de la Municipalité régionale de comté (MRC) de la Vallée-de-la-Gatineau. Ils sont douze employé-es. Et à la fin du mois d'octobre, leur choix s'est arrêté sur la CSN pour les représenter auprès des dirigeants de la MRC.

## Pompiers volontaires

À Louiseville, les 20 pompiers volontaires ont adhéré au Syndicat régional des pompiers volontaires de la Mauricie-CSN, le 27 octobre.

## Portes Cascades

Les 50 salarié-es des Portes Cascades, à Saint-Hyacinthe et Saint-Dominique, se sont adressés au ministère du Travail, le 17 octobre, en vue de faire partie d'un syndicat affilié à la CSN. Ils fabriquent des portes françaises. L'entreprise appartient à des gens d'affaires de la région.

## Multi-Markes (Distribution)

Les employé-es de bureau de la compagnie

Multi-Markes (Distribution), à Montréal, ont décidé de devenir membres d'un syndicat affilié à la CSN, le 19 octobre.

Elles étaient représentées par la section locale 55 de la FTQ.

## La Maisonnette

Dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, à Montréal, les 18 travailleuses de la garderie La Maisonnette ont fondé un syndicat CSN, en octobre. C'est le 55<sup>e</sup> groupe d'employé-es de garderies à rallier les

rangs du Syndicat des travailleuses et des travailleurs en garderie de Montréal (STGM-CSN).

## Accrédités

Les syndicats suivants ont vu confirmer leur affiliation à la CSN: Lapaco en Montérégie; Sérigraphie Mirabau et station d'essence de la Nation Huronne-Wendat dans la région de Québec; Marinas de Saurel; Caisse Populaire Val Saint-Michel à Val Bélair, près de Québec.

Michel Crête

## Mastercard

### Tour du chapeau de la CSN

Un troisième groupe d'employé-es de la carte Mastercard à la Banque Nationale à Montréal a fondé un syndicat affilié à la CSN. Dans la semaine du 19 octobre, une requête en accréditation syndicale a été déposée auprès du Conseil canadien des relations du travail (CCRT) en vue de représenter une trentaine d'employé-es de la téléphonie chez Mastercard. Ces personnes autorisent les transactions effectuées à même la carte de crédit chez les marchands membres. Rappelons que les 150 salarié-es du département de télémarketing et une trentaine d'autres de la division recouvrement de Mastercard ont vu leur unité syndicale reconnue par le CCRT, en octobre. La Banque Nationale a demandé des révisions des requêtes émises.

M.C.

Vous connaissez quelqu'un qui veut en finir avec l'injustice, l'arbitraire?

Quelqu'un qui aimerait améliorer ses conditions de travail? Son salaire?

Quelqu'un qui voudrait négocier d'égal à égal avec son employeur?

**Invitez-le donc chez vous, à la CSN!**

Un seul numéro de téléphone:  
le Service de syndicalisation de la CSN

1 800 947-6177

La CSN sur Internet:  
<http://www.csn.qc.ca>

## Toujours parmi nous!

Depuis 25 ans déjà, la Coopérative des travailleuses et des travailleurs de théâtre des Bois-Francis, une troupe mieux connue sous le nom du Théâtre Parminou, s'implique dans le débat socio-politique en portant son message dans les classes populaires.



L'une des forces de cette troupe, c'est de créer des interventions théâtrales pour des objectifs précis. À plusieurs occasions, le mouvement syndical a fait appel aux compétences et au sens de l'engagement de ces artisans pour que le théâtre devienne porteur d'un message ou encore contribue à éveiller des consciences.

D'ailleurs, en milieu de travail, le Parminou est un formateur agréé par Emploi-Québec.

Vous avez un projet? (819) 758-0577. L.L.

## BC: triste anniversaire

Le premier novembre a marqué le triste premier anniversaire de la fermeture de la mine d'amiante British Canadian de Black Lake. Il y a un an, 300 travailleurs foulaient, la mort dans l'âme, le sol de la mine pour la dernière fois. Puis ils sont rentrés chez eux, inquiets de ce que l'avenir leur réservait. Depuis, ils se battent pour bonifier les retraites, obtenir des primes de départ et se replacer sur les autres sites miniers de LAB Chrysotile dans la région.

Une centaine de travailleurs âgés de plus de

55 ans sont admissibles au Programme d'adaptation des travailleurs âgés (PATA) régulier, financé par Ottawa et Québec. Cependant, ils revendiquent qu'on l'améliore ou le «dénorme». Ils demandent que les prestations du PATA, de 1000 \$ à 715 \$ par mois, ne soient pas amputées à la suite de la bonification de la retraite par l'employeur. Une soixantaine de travailleurs sont à l'emploi d'autres sites miniers de LAB Chrysotile. Une trentaine d'autres ont un travail car leur salaire est subventionné. La lutte continue. M.C.

## Fondation dans l'Est du Québec

Fondation, le Fonds de développement de la CSN pour la coopération et l'emploi, investit 300 000 \$ dans Algo Québec Inc, une société située à Les Méchins, à une trentaine de kilomètres au nord de Matane.

La société Algo offre de l'emploi à une dizaine de personnes. Cette société fabrique une vingtaine de produits de soins corporels haut de gamme pour le corps et pour le visage, dont des crèmes, des gels, un sérum et un shampooing. L'ensemble des produits sont à base d'algues et d'extraits marins. La haute teneur en matières actives démarque les produits Algo de ceux fabriqués par ses concurrents locaux ou européens.

Les produits sont vendus sous la marque Algo dans toutes les bonnes pharmacies du Québec, ainsi que dans des boutiques cadeaux offrant des produits marins. L'investissement permettra à Algo de poursuivre le développement de ses marchés au Québec, en Ontario, et bientôt aux États-Unis.

H.J.



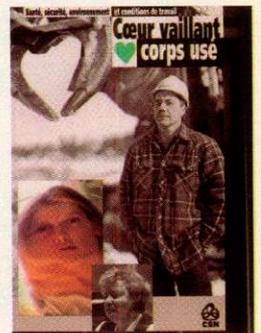
## Grève dans une tourbière

Depuis le 12 août dernier, les 54 salariés en grève de la tourbière Sogevex de Pointe-Lebel, près de Baie-Comeau, sur la Côte-Nord, tiennent bon et comptent obtenir gain de cause, même si les activités de l'entreprise sont saisonnières. L'employeur a eu recours à des briseurs de grève et l'enquêteur nommé à la demande du syndicat a constaté six infractions à ce chapitre. Les syndiqués luttent notamment pour que l'ancienneté soit reconnue dans l'attribution du temps supplémentaire. L'employeur veut négocier sur la base de ses propositions et refuse de considérer le projet de convention soumis par le syndicat. Il a obtenu une injonction pour empêcher les grévistes de faire du piquetage sur son terrain.

Luc L.

## D'actualité comme jamais!

Avec la situation qui prévaut dans les abattoirs Olymel-Flamingo de Joliette et de Berthierville, cette publication de la CSN est plus d'actualité que jamais. On y trouve des témoignages sur les conditions de santé et de sécurité dans les abattoirs et dans différents milieux de travail, ainsi que des solutions ingénieuses et peu coûteuses imaginées par des syndicats.



On peut se procurer ce livre au Service de la documentation de la CSN: (514) 598-2151, au coût de 5 \$, frais de livraison en sus. L.L.

## Plus je commence jeune, meilleurs seront mes revenus à la retraite

Revenu annuel imposable entre 25 001 \$ et 29 589 \$

### Valeur future d'un investissement annuel net de 627 \$

		5 ans	10 ans	20 ans	30 ans
REER conventionnel	9,80 % *	6 677 \$	17 322 \$	61 477 \$	173 913 \$
REER Fonds de travailleurs	6,75 % **	11 698 \$	27 913 \$	81 553 \$	184 631 \$

\* Moyenne annuelle sur dix ans des fonds diversifiés de placement. \*\* Moyenne annuelle historique d'un fonds de travailleurs. Ceci ne constitue pas une offre publique de valeurs. Vous obtiendrez les informations requises dans le prospectus de Fondation.

**FONDATION**  
LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT  
POUR LA COOPÉRATION  
ET L'EMPLOI

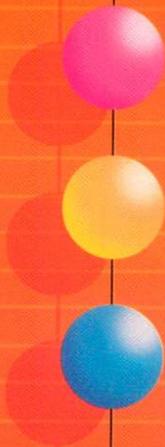
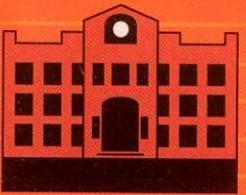
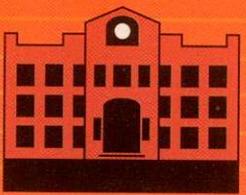
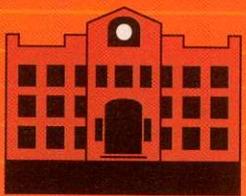
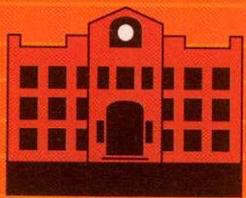
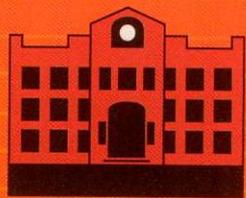
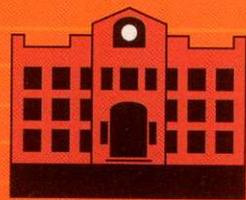
Plus qu'un REER,  
un fonds de travailleurs

1 800 253-6665  
514 525-5505

Le soutien:



en éducation



Notre choix: La CSN

FEESP



CSN

Pour joindre la CSN

Montréal: 598-2283

De l'extérieur: 1-800-947-6177

[www.csn.qc.ca](http://www.csn.qc.ca)